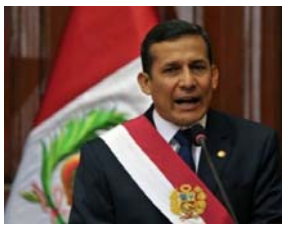
La survie politique du président péruvien ne tient qu'à un fil

De André Maltais
Global Research, 27 novembre 2012
lautjournal.info

Région : Amérique latine & Caraïbe

Like 2 0

Apply now and avail yatra.com vouchers worth ₹8500*
Enjoy 10% Cash Back on travel
4x rewards on travel spends
India's 1st Travel Cash Back and Rewards Card
Apply now
Standard Chartered Here for good
Credit Card
*T&C apply.



Comme le Chili et la Colombie, le Pérou est un pays que les États-Unis ne peuvent pas se permettre de perdre. C'est à Lima qu'est née l'Alliance du Pacifique qui unit les pays sud-américains obligés d'être amis avec Washington et qui forme un mur géographique ininterrompu entre les membres du Mercosur et la Chine.

Pourtant, le 5 juin 2011, la population péruvienne élisait un président nationaliste et progressiste, Ollanta Humala, qui devenait le premier chef d'État pro-intégration latino-américaine d'un pays du Pacifique partageant une frontière avec le Brésil.

«Le Brésil a besoin d'un partenaire stratégique de notre côté du Pacifique et le Pérou est idéal pour remplir ce rôle», déclarait alors le candidat Humala à la revue brésilienne Isto E, le 20 avril 2011.

À peine un an plus tard, la situation du président Humala ressemble à s'y méprendre à celle de son ex-homologue, le paraguayen Fernando Lugo, au moment du coup institutionnel du 22 juin dernier.

L'économiste péruvien, Oscar Ugarteche, dénonce une alliance, commandée par les États-Unis et les forces armées péruviennes, entre l'ex-président Alan Garcia et les secteurs de l'extrême-droite liés à un autre ex-président, Alberto Fujimori, qui purge une peine de 25 ans d'emprisonnement pour crimes contre l'humanité et le trafic de la drogue. Cette alliance vise à isoler le président en éloignant toutes les personnalités de gauche de son entourage politique.

Après l'élection, nous dit Ugarteche, la droite profite du conflit social autour du projet minier Conga, dans l'état du Cajamarca, conflit que Garcia avait soigneusement «chauffé» avant de céder le pouvoir à son successeur.

Après avoir pris des mesures jugées insuffisantes pour assurer l'accès à l'eau potable de la population affectée par la mine, Humala tombe dans le piège de la répression.

Il déclare l'état d'urgence dans le Cajamarca, emprisonne les responsables politiques régionaux venus négocier à Lima, bloque les fonds fédéraux aux États en conflit et somme publiquement son premier ministre de gauche, Salomon Lerner Ghitis, de cesser toute négociation.

S'ensuit un véritable carnage politique quand onze ministres de gauche sur les dix-sept du cabinet démissionnent ou sont remplacés par le président. Cela, écrit Ugarteche, privait Humala de ceux-là même qui l'ont appuyé comme candidat, ont écrit ses discours et amassé l'argent de sa campagne électorale.

Lerner Ghitis est remplacé par Oscar Valdez, ex-lieutenant de l'armée et partisan de Fujimori. Comme il fallait s'y attendre, écrit David Urra, du portail internet Contrainjerencia, les partisans de la main de fer dans le nouveau cabinet aggravent le conflit et permettent aux médias de générer une matrice d'opinion qui rend seul responsable le président Humala.

Comme en Bolivie et en Équateur, l'une des stratégies de la droite consiste à pousser les groupes indigènes, qui ont un poids important dans la population péruvienne, à affronter le gouvernement. Des ONG, analyse Urra, s'emparent de certaines revendications des groupes indigènes et les magnifient vers de tels extrêmes que le conflit devient ingérable.

La une

Israël continue le bombardement massif de Gaza au milieu de pourparlers en vue d'une trêve
Les multiples visages de cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib
2007-2012 : 6 années qui ébranlèrent les banques
Israël rappelle 75 000 soldats sous les drapeaux pendant que les bombardements se poursuivent à Gaza
Passation de témoin en Chine : Une alternance en pente douce
Crise en Grèce : Bonne presse
Syrie : Un bain de sang prochain contre les Alaouites
La remise des dettes au pays de Canaan

Tous les articles

ACTUALITÉS
LES PLUS PARTAGÉS
RÉGIONS
THÈMES
ANALYSES

Inscrivez-vous à la Newsletter*
entrez votre email ici OK

Faire un don maintenant

Recherche
Liste des pays
Auteurs

Suivre Mondialisation.ca

Sign Up Create an account or log in to see what your friends like.

Mondialisation.ca on Facebook

Like 2,865

Facebook social plugin

Mondialisation.ca sur Twitter

No Tweets Available

Suivre @CRM_CRG 372 abonnés

Nos livres (anglais)

Towards a World War III Scenario
by **Michel Chossudovsky**

Buy Now!

America's "War on Terrorism"
by **Michel Chossudovsky**

Buy Now!

Globalization of Poverty and the New World Order
by **Michel Chossudovsky**

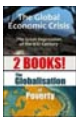
Buy Now!

Seeds of Destruction: Hidden Agenda of Genetic Manipulation
by **F. William Engdahl**

Buy Now!

SPECIAL: America's "War on Terrorism" + Globalization of Poverty
by **Michel Chossudovsky**

Buy Now!



SPECIAL: Global Economic Crisis + Globalization of Poverty
by **Michel Chossudovsky**

Buy Now!

The Global Economic Crisis
by **M. Chossudovsky and A. G. Marshall**

Buy Now!

Boutique en ligne

D'un côté, la droite accuse le président de faiblesse et exige de lui une guerre totale contre la résistance et la subversion mais, de l'autre, sûre de sa propre force, elle lui reproche hypocritement le non respect de son agenda de gauche.

Depuis septembre, suite à une nébuleuse affaire de violence contre des policiers, la droite exige maintenant la révocation de la mairesse de Lima, une femme de gauche honnête et énergique, qui s'est attaquée à la corruption et que plusieurs voient comme candidate aux présidentielles de 2016.

Enfin, le 3 novembre, tombait l'ambassadeur péruvien en Argentine, Nicolas Lynch Gamero, au seul motif qu'il avait accepté une lettre des mains de représentants du MOVADEF (Mouvement pour l'amnistie et les droits fondamentaux), un groupe allié à la guérilla du Sentier lumineux.

Tout comme Lugo, au Paraguay, déplore Urra, Humala est ainsi isolé parce qu'il n'a réalisé aucun changement structurel dans le pays. Il a simplement laissé courir les choses, gardant intacts les pouvoirs de l'oligarchie et sa structure de gouvernement.

De plus, après avoir pris en considération une douteuse demande de pardon pour raisons humanitaires concernant Alberto Fujimori, Humala assiste impuissant à une série de jugements qui rejettent les unes après les autres les accusations pourtant amplement documentées de crime contre l'humanité et de trafic de drogue contre l'ex-directeur de la police secrète de Fujimori, Vladimiro Montesinos.

Le pouvoir judiciaire, dit Ugarteche, cherche à restituer le prestige des forces armées péruviennes, très liées aux États-Unis, et à réintroduire Montesinos en politique..

Humala gouverne maintenant avec ceux qui ont perdu les élections. Le colonel Estuardo Loyola est le chef du Bureau de prévention et de sécurité du Congrès, le colonel Adrian Villafuerte est conseiller du président en matière de sécurité et de défense tandis que le général Benigno Cabrera est en voie de devenir le chef du commandement conjoint des forces armées péruviennes. Les trois militaires ont signé, le 13 mars 1999, un acte de sujétion et de loyauté à Montesinos.

Du projet de « Grande transformation » mis de l'avant par Humala au cours des présidentielles, il ne reste que les programmes sociaux, constate pour sa part le sociologue péruvien, Omar Coronel. Le président a abdiqué. Il a laissé tomber l'instauration d'une loi générale du travail, d'un impôt sur les profits des compagnies minières, d'un zonage écologique du pays et d'une loi de consultation des communautés affectées par les projets miniers.

Il a maintenu le décret d'Alan Garcia permettant aux militaires accusés de violation des droits humains d'être jugés par leurs pairs, a laissé pourrir des conflits de travail comme ceux des enseignants et des professionnels de la santé, mais annonce fièrement qu'en 2015, le Pérou sera le siège de l'Assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale.

Lors de la dixième Conférence des ministres de la Défense des Amériques, à Punta del Este, en Uruguay, tenue du 7 au 10 octobre dernier, le ministre de la Défense péruvien, Pedro Cateriano, défendait l'incroyable demande états-unienne d'instaurer le principe d'accords entre les forces armées des pays latino-américains sans passer par les instances politiques.

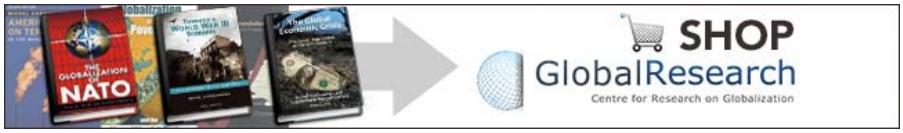
Cateriano défend aussi le document que le Secrétaire d'État à la Défense états-unien, Léon Panetta, est venu présenter à Lima, le jour même de la réélection du président Chavez, au Venezuela. Ce document fait appel aux alliés latino-américains des États-Unis pour que leurs forces armées coopèrent dans le but de soutenir le leadership mondial de ce pays et de garantir sa sécurité et ses intérêts.

En septembre dernier, le ministre péruvien de l'Économie, Miguel Castilla, décidait que le Pérou ne dirigera pas le Groupe d'intégration financière de l'UNASUR, ce que son pays doit pourtant faire à titre de président pro-tempore de l'organisme d'intégration sud-américain. La décision a eu préséance sur l'intérêt maintes fois déclaré du président Humala pour l'UNASUR!

Clairement, conclut Ugarteche, celui qui décide n'est pas Humala. Il ne décide ni des questions de politique extérieure (intégration et rapports avec les États-Unis) ni des questions de politique intérieure (pardon à Fujimori, jugements de Montesinos, épuration des éléments de gauche).

Tout indique que les États-Unis sont loin d'avoir perdu le Pérou.

André Maltais



- Like 2 - - 0 -

Articles de :
André Maltais

Sur le même sujet:

Le ministre de la défense péruvien reconnaît la présence de troupes américaines

Le chef de l'opposition nationaliste Ollanta Humala avait dénoncé la présence actuelle de militaires américains dans la base navale d'Iquitos, Région de Loreto, pour installer une base militaire dans la forêt péruvienne, qui serait une structure d'appui au Plan Colombie. Le ministre de la Défense du Pérou, Antero Flores-Aráoz, a reconnu ce mardi la présence de troupes américaines, comme le dénonçait dimanche le chef de l'opposition nationaliste Ollanta Humala. Une note de presse du bureau de Défense a mentionné qu'au sein du pays andin il n'y avait pas de troupes américaines présente sur le territoire "sans l'autorisation nécessaire". Humala avait assuré qu'il y avait actuellement des militaires américains dans la base navale d'Iquitos, Région de Loreto, pour installer une base militaire dans la forêt péruvienne, qui serait une structure d'appui du Plan Colombie. L'ex candidat à la présidentielle avait exigé de Flores-Aráoz ministre péruvien de la Défense, qu'il "confirme ou réfute" l'information, comme il l'avait précisé, fourni par des collègues militaires qui travaillent à Iquitos ", la capitale du département de Loreto, ville amazonienne péruvienne la plus proche des frontières avec la Colombie et le Brésil. Devant ces dénonciations le ministre de la Défense a assuré à l'agence officielle Andine qu'il n'y a "aucune présence de personnel militaire étranger ni Américain" au Pérou. "Il y a une relation permanente avec la DEA pour combattre le trafic de drogues, mais non des troupes à l'heure actuelle", a t-il manifesté. Mais malgré tout, dans la note officielle du ministère de la Défense, il est admis qu'ils y avait des militaires américains dans le pays qui avait "l'autorisation nécessaire" pour prendre part à "des entraînements militaires et des activités d'appui social". Il a spécifié, que cette année, 31 membres des Forces Armées des USA seront stationnés dans la forêt péruvienne "sans arme pour effectuer des exercices d' entraînement", avec des militaires péruviens, pour développer des actions civiques et coordonner l'exercice naval unitaire. En outre, il a spécifié que le Congrès, au moyen des résolutions législatives 29205 et 29195 a autorisé la présence d'unités navales et militaires américaines avec des armes. "Dans le premier cas, il s'agit d'une autorisation pour la présence d'unités navales américaines au port de Salaverry (au nord du pays) en mars et à Iquitos en juillet de cette année, activités proposées par la Marine de Guerre", précise la note du ministère de la Défense. La seconde résolution (29195), a ajouté Flores-Aráoz, permet la présance de personnel militaire Américain pour effectuer des exercices d'entraînement avec l'Infanterie de Marine péruvienne. "Cette politique permet de maintenir préparées nos Forces Armées, avec l'échange d'expériences, pour assurer la sécurité de notre territoire et combattre des infractions comme le terrorisme", a conclu le titulaire de la Défense dans la note officielle. Les Etats-Unis possède actuellement une base dans la ville de Manta, située sur la côte Pacifique équatorienne (sud-ouest), dont la concession expire en 2009 et qui ne sera pas renouvelé par le Gouvernement du président Rafaël Correa. La Base de Manta, dont le nom militaire original est la base Eloy Alfaro, fondée en 1978 a été cédée en 1998 pour dix années aux forces américaines, grâce à une convention signée alors par le président Jamil Mahuad. En juillet dernier, un fonctionnaire américain qui a demandé l'anonymat, a lancé une polémique après avoir annoncé que les gouvernements de Colombie et du Pérou avaient offert certaines de leurs bases pour que les USA puissent maintenir les opérations de Manta et maintenir leur présence au sein des pays andins. TeleSUR – Efe-Andina/nn – RN Publié en français sur WordPress: http://socio13.wordpress.com/…

Le président de l'UE déclare que la politique économique américaine est engagée sur une « voie vers l'enfer »

Un jour seulement après avoir été contraint de démissionner de son poste de premier ministre du gouvernement tchèque, Mirek Topolanek, qui assure actuellement la présidence tournante de l'Union européenne, a ouvertement critiqué la politique financière du gouvernement américain en disant aux députés du parlement européen que les Etats-Unis étaient engagés sur une « voie vers l'enfer »….

Monténégro : c'est le pouvoir qui tient les rênes du crime organisé

« Crime organisé : un défi pour le développement démocratique du Monténégro ». Voilà l'intitulé de la table ronde organisée début mars par plusieurs ONG monténégrines. Il s'agissait de proposer des solutions pour lutter contre la criminalité qui gangrène les pouvoirs publics et politiques locaux.…

La Paix Mondiale tient à un fil

J'ai eu le plaisir, hier, de converser calmement avec Mahmoud Ahmadineyad que je n'avais plus vu depuis septembre 2006, voilà plus de cinq ans, quand il était venu à La Havane participer à la Quatorzième Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés qui avait élu Cuba pour la seconde fois à la présidence de cette organisation pour la durée prévue de trois ans.…

« C'est une question de survie »

Quelques jours plus tôt , un homme a été lapidé à mort à un pâté de maison de l'endroit où nous sommes, à Port au Prince, Haïti. Je suis ici depuis presque deux semaines, pour couvrir le désastre du séisme ; je suis arrivé le lendemain matin du jour où cela s'est produit.…

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. The Center of Research on Globalization grants permission to cross-post original Global Research articles on community internet sites as long as the text & title are not modified. The source and the author's copyright must be displayed. For publication of Global Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: publications@globalresearch.ca

www.globalresearch.ca contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: media@globalresearch.ca

Copyright © André Maltais, lautjournal.info, 2012